

Le Monde.fr

Point de vue

Le multiculturalisme doit servir la liberté, par Amartya Sen

LE MONDE | 29.08.06 | 13h23 • Mis à jour le 29.08.06 | 13h23

Tout a commencé au Canada. Et sous les meilleurs auspices. En 1971, le Canada fut le premier pays du monde à faire du multiculturalisme une politique officielle. Comme s'en glorifie le site Internet du Patrimoine canadien, *"le Canada a proclamé la valeur et la dignité de tous les Canadiens et Canadiennes, sans égard à leurs origines raciales ou ethniques, à leur langue ou à leur confession religieuse"*.

La plupart des Etats membres de l'Union européenne ne tardèrent pas à suivre le mouvement, avec la Grande-Bretagne en fer de lance. Le multiculturalisme devint le grand concept en vogue dans le monde entier. Cet âge d'or appartient aujourd'hui au passé, en Europe en particulier. Le Danemark et les Pays-Bas ont déjà inversé leurs politiques officielles ; la Grande-Bretagne est traversée de sérieux doutes ; l'Allemagne et la France sont sceptiques. Où est donc le problème ? Il tient sans doute à un mauvais raisonnement.

Il ne faut pas confondre d'une part la liberté culturelle, élément fondamental de la dignité de tous les peuples, et d'autre part, la défense et la célébration de toutes les formes d'héritage culturel, sans chercher à savoir si les individus concernés choisiraient effectivement ces pratiques s'ils avaient la possibilité d'en faire l'examen critique. La liberté culturelle bien comprise, c'est de savoir résister à l'approbation systématique des traditions passées, quand les individus voient des raisons de changer leur mode de vie.

Si, en Grande-Bretagne, une jeune femme issue d'une famille immigrée conservatrice souhaite sortir avec un jeune Anglais, elle fait un choix quasi irréprochable en termes de liberté multiculturelle. En revanche, la tentative faite par ses proches de l'en empêcher est une réaction très peu multiculturelle, car elle dénote une volonté de maintenir les cultures isolées les unes des autres sous ce que l'on pourrait appeler une forme "monoculturelle plurielle". Or, de nos jours, c'est bien la position des parents qui semble avoir les faveurs des "multiculturalistes" zélés.

L'histoire du multiculturalisme en Grande-Bretagne est très intéressante à cet égard. Après une phase positive d'intégration multiculturelle, est venue une phase de séparatisme et de confusion. La Grande-Bretagne postcoloniale avait fait de son mieux pour intégrer les immigrés grâce à un traitement non discriminatoire en matière de sécurité sociale et même de droit de vote.

Le Commonwealth, idée visionnaire et multiculturelle avant la lettre, permet en effet à tous les citoyens de cette communauté de nations résidant au Royaume-Uni - dont la quasi-totalité de la population immigrée non blanche - de participer aux élections britanniques.

Au regard de l'histoire profondément inégalitaire de l'immigration en Allemagne, en France et presque partout ailleurs en Europe, il faut saluer la volonté de la Grande-Bretagne d'accorder le plus rapidement possible aux immigrés en situation régulière les droits économiques, sociaux et politiques qui leur reviennent. Cette posture avait bien sûr des points faibles, comme l'ont montré les émeutes de

1981 à Brixton et à Birmingham.

Autre initiative visionnaire, on s'efforça de les prendre en compte. Lord Scarman dirigea une enquête sur ces émeutes et les attribua aux "*préjugés raciaux inhérents à la vie britannique*". Les problèmes identifiés alors n'ont certes pas tous disparu (la race reste un élément discriminant, au même titre que la classe sociale ou le sexe), mais le pays a fait preuve, bien avant que "multiculturalisme" ne devienne un mot à la mode, d'un engagement constant en faveur du traitement égalitaire de tous les Britanniques, quelle que soit leur origine.

Ce qui est tragique, c'est que, au fur et à mesure que s'imposait le slogan multiculturaliste, la confusion autour de ses exigences allait elle aussi croissant. Il s'agit essentiellement de deux confusions. La première est un amalgame entre conservatisme culturel et liberté culturelle. Le fait d'être né dans une communauté donnée n'est pas en soi une preuve de liberté culturelle, car ce n'est pas un choix actif. En revanche, la décision de rester fermement attaché au mode de vie traditionnel peut être un exercice de liberté, si tant est que ce choix ait été fait après examen des autres options. De même, la décision de prendre ses distances (que ce soit de façon subtile ou radicale) avec les comportements traditionnels, décision prise après réflexion et raisonnement, est également un acte de liberté multiculturelle.

La seconde confusion consiste à ignorer le fait que, si la religion peut être un important critère identitaire pour les individus (en particulier quand ils peuvent choisir librement d'embrasser ou de rejeter les traditions héritées ou adoptées), il existe aussi d'autres adhésions et affiliations - politiques, sociales, économiques - auxquelles ils sont en droit de tenir. Sans compter que la culture ne se résume pas à la religion. La formule des Canadiens renvoie ainsi explicitement, outre à la religion, à la langue ; il est bon de rappeler par exemple que les Bangladais aujourd'hui rangés dans la catégorie "musulmans britanniques", sont issus d'un peuple qui a obtenu son indépendance de haute lutte (en 1971) non pas sur des bases religieuses, mais au nom de la liberté linguistique et de la laïcité.

Les responsables politiques britanniques ont pris l'habitude de traiter chaque groupe de coreligionnaires comme une "communauté" à part entière devant fonctionner selon des coutumes propres - à condition, bien sûr, que leur pratique reste "modérée". Les porte-parole religieux des populations immigrées semblent jouir de la part des autorités britanniques d'une reconnaissance (et d'un accès aux salons du pouvoir) d'une ampleur inédite. De nouvelles "écoles de la foi" sont créées avec la bénédiction et les encouragements du gouvernement. Apparemment, on se soucie davantage de l'"équilibre" religieux plutôt mécanique souhaité par ceux qu'on appelle les "*leaders communautaires*" que d'enseigner aux enfants les savoirs de base et l'apprentissage de la raison.

Les écoles séparées, phénomène de cloisonnement qui, en Irlande du Nord, n'a fait que creuser le fossé politique entre catholiques et protestants, sont désormais autorisées et même encouragées de facto pour d'autres franges de la population britannique. Là encore, elles seront facteur de division.

Ce qu'il faut aujourd'hui, ce n'est pas abandonner le multiculturalisme, ni renoncer à l'objectif d'égalité "*quelles que soient les origines raciales ou ethniques, la langue ou à la confession religieuse*", mais dissiper ces deux confusions qui ont déjà fait tant de mal. C'est impératif, non seulement parce que la liberté doit être prise en compte, mais aussi pour éviter la révolte des plus défavorisés, comme dans les banlieues françaises. Ainsi, on luttera contre la menace croissante des pensées communautaristes violentes, qui progressent en Grande-Bretagne et qui risquent de déboucher sur des actes d'une brutalité barbare.

Il est important de reconnaître que les premiers succès du multiculturalisme en Grande-Bretagne étaient liés aux efforts faits par le pays non pas pour séparer, mais pour intégrer. En se focalisant sur les communautés, on n'a pas rendu service aux libertés multiculturelles. Bien au contraire.